

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2005 — 1331 [C — 2005/03505]

2 MAI 2005. — Loi modifiant l'article 205, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de revenus déductibles des bénéfices imposables (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir. Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 205, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié par les lois des 28 juillet 1992 et 20 décembre 1995, par l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et par la loi du 28 avril 2003, est complété par un alinéa 2 et 3 rédigés comme suit :

« Les diminutions énumérées à l'alinéa 1^{er} ne s'appliquent pas aux revenus visés à l'article 202, § 1^{er}, 1° et 3°, alloués ou attribués par une société filiale établie dans un Etat membre de l'Union européenne.

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend par société filiale, la société filiale telle qu'elle est définie dans la directive du 23 juillet 1990 (90/435/CE) concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents. »

Art. 3. La présente loi entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2005.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2004-2005*

Documents. — 1608/001 : Projet de loi. — 1608/002 : Rapport
Compte rendu intégral : le 17 mars 2005.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2005 — 1331 [C — 2005/03505]

2 MEI 2005. — Wet tot wijziging van artikel 205, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake aftrekken van de belastbare winst (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 205, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1992 en 20 december 1995, bij het koninklijk besluit van 20 december 1996 en bij de wet van 28 april 2003, wordt aangevuld met een tweede en derde lid, luidende :

« De in het eerste lid opgesomde verminderingen zijn niet van toepassing op in artikel 202, § 1, 1° en 3°, vermelde inkomsten, verleend of toegekend door een dochteronderneming gevestigd in een lid-Staat van de Europese Unie.

Voor de toepassing van de vorige lid verstat men onder dochteronderneming, de dochteronderneming zoals ze is omschreven in de richtlijn van 23 juli 1990 (90/435/EEG) betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor moedermaatschappij en dochter ondernemingen uit verschillende lid-Staten. »

Art. 3. Deze wet treedt in werking vanaf aanslagjaar 2005.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005*

Documenten. — 1608/001 : Wetsontwerp. — 1608/002 : Verslag
Integraal verslag : 17 maart 2005.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2005 — 1332 [C — 2005/22402]

22 MAI 2005. — Arrêté royal pris en application de l'article 12, § 3 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 12, § 1^{er} de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, prévoit le principe de la péréquation. C'est en application de ce principe, qu'en cas de majoration du maximum de l'échelle de traitement des agents en service revêtus d'un grade déterminé, les pensions des anciens membres du personnel qui ont été pensionnés en étant titulaires de ce grade, sont revalorisées à concurrence du même pourcentage d'augmentation que celui accordé aux agents en activité.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2005 — 1332 [C — 2005/22402]

22 MEI 2005. — Koninklijk besluit met toepassing van artikel 12, § 3 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 12, § 1 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van openbare sector, stelt het principe van de perequatie vast. Met toepassing van dit principe worden, ingeval van verhoging van de maximumwedge van de personeelsleden in actieve dienst die bekleed zijn met een bepaalde graad, de pensioenen van de gewezen personeelsleden die gepensioneerd zijn in die graad, geherwaardeerd ten belope van hetzelfde verhogingspercentage als datgene dat werd toegekend aan de personeelsleden in actieve dienst.

En principe, la péréquation est automatique (c'est-à-dire effectuée d'office sans qu'une demande ne doive être introduite) et immédiate (ce qui signifie que les pensionnés bénéficient immédiatement et en une seule fois du pourcentage de revalorisation accordé aux actifs).

L'article 12, § 3 de la loi du 9 juillet 1969 précitée prévoit toutefois que le Roi peut, en cas de revalorisation des traitements excédant 5 p.c., décider que les majorations de pension sont payées par tranches annuelles successives correspondant à une majoration de traitement de 5 p.c. au maximum.

Or, l'arrêté royal du 1^{er} avril 2003 fixant le statut des membres du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances et modifiant l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des finances, a accordé de très importantes revalorisations de traitement pour cette catégorie de personnel.

En effet, avant le 1^{er} janvier 2003, date à laquelle l'arrêté royal du 1^{er} avril 2003 produit ses effets, les inspecteurs des finances étaient rémunérés sur la base de l'échelle barémique 13S3 (maximum de 49.977,79 EUR) tandis que les inspecteurs généraux des finances étaient rémunérés sur la base de l'échelle 15S1 (maximum de 59.543,09 EUR). Les montants précités sont à l'indice 138,01.

A partir du 1^{er} janvier 2003, tous les inspecteurs des finances appartenant au Corps interfédéral de l'Inspection des finances sont rémunérés sur la base d'une échelle barémique unique dont le maximum s'élève à 86.078,00 EUR à l'indice-pivot 105,20 c'est-à-dire comportant une majoration d'index de 24,34 p.c. par rapport à l'indice 138,01, de sorte que ce montant s'élève à $86.078,00/1,2434 = 69.227,92$ EUR à l'indice 138,01.

Dès lors, les pourcentages d'augmentation des maxima barémiques sont respectivement de 38,52 p.c. pour les titulaires de l'échelle 13S3 et de 16,27 p.c. pour les titulaires de l'échelle 15S1.

Compte tenu de l'ampleur de la revalorisation barémique accordée, le Gouvernement a estimé opportun de limiter l'impact budgétaire qui résulte pour le Trésor public de la péréquation de ces pensions. Les pensions en cours seront majorées par des tranches annuelles successives égales chacune à 5 p.c. du maximum barémique de l'échelle concernée, tel qu'il était fixé avant le 1^{er} janvier 2003, date de l'octroi de la revalorisation des traitements. Ainsi, par exemple, pour l'échelle 15S1 dont le maximum barémique au 31 décembre 2002 était de 59.543,09 EUR, la première péréquation sera établie sur un maximum de 62.520,24 EUR à savoir 59.543,09 EUR + 2.977,15 EUR (5 p.c. de 59.543,09 EUR). La seconde péréquation sera établie sur un maximum de 65.497,39 EUR à savoir 62.520,24 EUR + 2.977,15 EUR (5 p.c. de 59.543,09 EUR). Et ainsi de suite, chaque fois à concurrence de 2.977,15 EUR jusqu'à ce que la péréquation soit établie sur la base du maximum de 69.227,92 EUR à l'indice 138,01. Cette façon de procéder aura pour effet d'étaler dans le temps l'impact budgétaire de la péréquation.

Le Conseil d'Etat a donné en date du 14 mars 2005 un avis négatif sur le projet qui allait devenir le présent arrêté en raison essentiellement du non respect de la condition de concomitance du présent arrêté royal et de la revalorisation des barèmes.

Toutefois, le Gouvernement estime qu'il est opportun de ne pas suivre cet avis. En effet, dès le 21 mai 2003, soit bien avant la publication de l'arrêté royal intervenue le 8 août 2003, le Ministre des Pensions de l'époque a décidé de mettre en œuvre le processus prévu à l'article 12, § 3 de la loi du 9 juillet 1969 précitée.

Le temps qui s'est écoulé entre le 1^{er} avril 2003 et la promulgation du présent arrêté est lié d'une part au changement de gouvernement intervenu en juillet 2003 et, d'autre part, aux diverses formalités à accomplir les unes à la suite des autres, certaines d'entre elles ayant requis un délai relativement important en raison des études nécessaires pour rendre un avis en toute connaissance de cause.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,

le très respectueux et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Environnement et des Pensions,

B. TOBACK

In principe is de perequatie automatisch (d.w.z. dat zij wordt uitgevoerd zonder dat er een aanvraag moet worden ingediend) en onmiddellijk (wat betekent dat de gepensioneerden onmiddellijk en in een enkele keer het herwaarderingspercentage genieten dat werd toegekend aan de actieven).

Artikel 12, § 3 van voormelde wet van 9 juli 1969 bepaalt evenwel dat de Koning, indien de herwaardering van de wedden groter is dan 5 pct., kan beslissen dat de verhogingen van het pensioen worden uitbetaald per achtereenvolgende jaarlijkse schijven die met een weddenverhoging van maximum 5 pct. overeenstemmen.

Het koninklijk besluit van 1 april 2003 tot vaststelling van het statuut van de leden van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën en tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën, heeft zeer belangrijke weddenverhogingen toegekend aan deze categorie van personeelsleden.

Vóór 1 januari 2003, datum waarop het koninklijk besluit van 1 april 2003 uitwerking heeft, werden de inspecteurs van financiën immers bezoldigd op basis van de weddenschaal 13S3 (maximum van 49.977,79 EUR), terwijl de inspecteurs-generaal van financiën werden bezoldigd op basis van de weddenschaal 15S1 (maximum van 59.543,09 EUR). Voormelde bedragen zijn aan index 138,01.

Vanaf 1 januari 2003 worden alle inspecteurs van financiën die behoren tot het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën bezoldigd op basis van een enige weddenschaal waarvan het maximum 86.078,00 EUR bedraagt, aan spilindex 105,20, d.w.z. met inbegrip van een indexverhoging van 24,34 pct. in verhouding tot index 138,01, zodanig dat dit bedrag, aan index 138,01, $86.078,00/1,2434 = 69.227,92$ EUR bedraagt.

Aldus bedragen de verhogingspercentages van de maxima van de weddenschaal respectievelijk 38,52 pct. voor de titularissen van de schaal 13S3 en 16,27 pct. voor de titularissen van de schaal 15S1.

Rekening houdend met de omvang van de toegekende weddenschaalverhoging, heeft de Regering het opportuun geacht om de budgettaire weerslag, die voor de Staatskas voortvloeit uit de perequatie van deze pensioenen, te beperken. De lopende pensioenen zullen verhoogd worden in achtereenvolgende jaarlijkse schijven van elk 5 pct. van het maximum van de betreffende weddenschaal, zoals deze vastgesteld was vóór 1 januari 2003, datum van de toekenning van de weddenverhogingen. Op die manier zal bijvoorbeeld, voor de weddenschaal 15S1, waarvan het maximum op 31 december 2002 59.543,09 EUR bedroeg, de eerste perequatie uitgevoerd worden op een maximumwedde van 62.520,24 EUR, namelijk 59.543,09 EUR + 2.977,15 EUR (5 p.c. van 59.543,09 EUR). De tweede perequatie zal uitgevoerd worden op een maximum van 65.497,39 EUR, namelijk 62.520,24 EUR + 2.977,15 EUR (5 p.c. van 59.543,09 EUR). En zo verder, telkens ten belope van 2.977,15 EUR, totdat de perequatie uitgevoerd wordt op basis van het maximum van 69.227,92 EUR. Deze manier van werken zal tot gevolg hebben dat de budgettaire weerslag van de perequatie gespreid wordt in de tijd.

Op 14 maart 2005 heeft de Raad van State een negatief advies gegeven over het ontwerp dat dit besluit ging worden, voornamelijk omdat de voorwaarde van het samengaan van dit koninklijk besluit en de herwaardering van de weddenschaal niet gerespecteerd werd.

De Regering vindt het evenwel opportuun om dit advies niet te volgen. Vanaf 21 mei 2003, dus vóór de bekendmaking van het koninklijk besluit van 8 augustus 2003, heeft de toenmalige Minister van Pensioenen immers beslist om de procedure, zoals bedoeld in artikel 12, § 3, van voormelde wet van 9 juli 1969, aan te wenden.

De tijd die verlopen is tussen 1 april 2003 en de afkondiging van dit besluit is het gevolg van enerzijds de wijziging van de regering in juli 2003 en anderzijds de verschillende formaliteiten die na elkaar moeten vervuld worden en waarvan sommige een redelijk lange termijn in beslag genomen hebben omdat studies nodig waren om met kennis van zaken een advies te kunnen geven.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Leefmilieu en Pensioenen,

B. TOBACK

22 MAI 2005. — Arrêté royal pris en application de l'article 12, § 3 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, notamment l'article 12, § 3;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} avril 2003 fixant le statut des membres du Corps interfédéral de l'Inspection des finances et modifiant l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances, notamment l'article 48, § 2, a) et l'annexe 1^{re};

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 avril 2004;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 26 mai 2004;

Vu le protocole n° 145/1 du 23 novembre 2004 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mars 2005;

Considérant que la majoration du traitement maximum du grade d'inspecteur du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances, intervenue sur base de l'arrêté royal du 1^{er} avril 2003, est supérieure à 5 p.c. et qu'il est dès lors opportun de prévoir un étalement de la charge budgétaire résultant de la péréquation des pensions des anciens titulaires de ce grade en cours à la date d'octroi de cette majoration;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La majoration des pensions en cours résultant de la révision au 1^{er} janvier 2003 du traitement maximum des inspecteurs du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances en application de l'arrêté royal du 1^{er} avril 2003 fixant le statut des membres du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances et modifiant l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances, est, pour l'année 2003, limitée à 5 p.c.. Pour chacune des années ultérieures, la majoration est limitée à des tranches annuelles successives égales à celle prévue pour l'année 2003.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Art. 3. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

22 MEI 2005. — Koninklijk besluit met toepassing van artikel 12, § 3 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van openbare sector, inzonderheid op artikel 12, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 april 2003 tot vaststelling van het statuut van de leden van het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën en tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën, inzonderheid op artikel 48, § 2, a) en bijlage 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 april 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting op 26 mei 2004;

Gelet op het protocol nr. 145/1 van 23 november 2004 van het Gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 maart 2005;

Overwegende dat de verhoging van de maximumwedde van de graad van inspecteur bij het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën, toegekend op basis van het koninklijk besluit van 1 april 2003, hoger is dan 5 pct. en dat het derhalve opportuun is om te voorzien in een spreiding van de budgettaire last die voortvloeit uit de perequatie van de, op de datum van de toekenning van deze verhoging, lopende pensioenen van de vroegere titularissen van deze graad;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De verhoging van de lopende pensioenen die voortvloeit uit de herziening op 1 januari 2003, van de maximumwedde van de inspecteurs van het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën, met toepassing van het koninklijk besluit van 1 april 2003 tot vaststelling van het statuut van de leden van het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën en tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën, wordt, voor het jaar 2003, beperkt tot 5 pct. Voor elk van de volgende jaren wordt de verhoging beperkt tot jaarlijkse opeenvolgende schijven die gelijk zijn aan deze die voorzien is voor het jaar 2003.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Art. 3. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2005 — 1333

[2005/201407]

28 AVRIL 2005. — Arrêté ministériel modifiant les articles 60 et 61 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage (1)

La Ministre de l'Emploi,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *i*, remplacé par la loi du 14 février 1961;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 110, § 5, modifié par l'arrêté royal du 4 août 1996;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2005 — 1333

[2005/201407]

28 APRIL 2005. — Ministerieel besluit tot wijziging van de artikelen 60 en 61 van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende de toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering (1)

De Minister van Werk,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, *i*, vervangen bij de wet van 14 februari 1961;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 110, § 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996;